



Compte-rendu Réunion CPPNI FHP

Branche Hospitalisation privée • Maison de retraite lucrative • Thermalisme
du 25 mars 2025

► RETOUR DES MINISTÈRES SUR LE FINANCEMENT DE L'AVENANT 33,

La FHP informe qu'elle a été reçue le 24 mars par le directeur de cabinet du ministre Vautrin pour présentation de la campagne tarifaire du 2025 sans connaître les arbitrages avant cette rencontre.

Les annonces faites par l'Etat sont :

- Campagne tarifaire à 0,5 % pour le secteur FHP. La campagne tarifaire du Synerpa ne sera pas connue avant fin mai voir au plus tard mi-juin, idem pour le thermalisme.
- Une proposition d'une enveloppe de 80 millions d'euros pour le financement de l'avenant 33 qui s'ajoute aux 72 millions d'euros obtenus l'année dans le cadre du financement des mesures Borne. La FHP réclamait 140 millions d'euros et déclare avoir revu ses prétentions à la baisse en soulignant les efforts que les employeurs ont consenti. Cette annonce ne concerne que la FHP et ne correspond qu'à 1/3 de financement de l'avenant 33 sans savoir ce qui va être prévu pour la partie Synerpa et thermalisme.
- La partie patronale rappelle que les besoins pour le Synerpa pour appliquer l'avenant 33 sont de 133 millions dont 70 millions d'euros pour financer les mesures Borne et de 43 millions d'euros pour le thermalisme.
- Le secteur a récupéré sur le CICE 120 millions d'euros pour la fin de 2024 (100 % MCO, 50 % SMR et 0 % psy), et il est annoncé environ 200 millions d'euros pour 2025.

Un COMEX a lieu le 26 mars au matin afin de définir la position de la partie patronale car l'enveloppe accordée est moitié moins que celle demandée. Les organisations syndicales ont insisté pour avoir un retour rapide de leur décision.

Les organisations syndicales signataires de l'avenant 33 se sont félicitées de ces annonces. Elles confirment également que les assignations restent d'actualités.

La CGT s'est également réjouie qu'une enveloppe pour financer des mesures salariales ait été obtenue mais a rappelé que lorsqu'il s'agit de l'argent public destiné aux salariés, il doit être reversé en intégralité aux salariés. Elle a réaffirmé que l'accord Ségur 1 garantissant un minimum SMIC + SEGUR est toujours applicable et qu'il ne peut être intégré au salaire de base comme le prévoit l'avenant 33 ; celui-ci permettant aux employeurs de le faire disparaître à terme. La CGT a affirmé qu'elle mettra tout en œuvre pour faire respecter l'accord sur le Ségur qui reste applicable malgré son intégration dans la rémunération minimale annuelle prévue à l'avenant 33.

► VALIDATION DE L'AGENDA SOCIAL PRÉVISIONNEL

- Négociation formation professionnelle et présentation revendications des OS (Mars)
- Présentation dialogue social et poursuite négociation sur la formation (Mai)
- Négociation risque pro et prévoyance et en réengageant le GTP à partir de Juin

► FORMATION PROFESSIONNELLE

La réforme de la formation professionnelle n'étant pas encore d'actualité, les employeurs ont présenté leurs orientations et envisagent une négociation afin de réajuster / adopter nos accords (formation professionnelle et pro A) qui vont jusqu'à fin d'année et déjà prolongé par 2 fois.

En rappelant le contexte actuel de pénurie de professionnels où il existe un réel besoin de former, la partie patronale déplore un reste à charge des employeurs qui augmente sans aide supplémentaire de l'Etat et des moyens sur l'apprentissage qui se réduisent.

➡ Un travail de complémentarité doit se faire avec tous les acteurs de la formation,

➡ L'objectif étant de donner la priorité aux formations diplômantes, favoriser la reconversion professionnelle, et continuer le travail d'articulation entre les différents dispositifs de financement,

➡ Volonté de continuer à développer l'apprentissage.



Plusieurs questions ont été posées :

Quid du financement ? Évolution du taux de contribution conventionnel ? ... sans vraiment de réponses claires.

La CGT a rappelé son attachement à l'alternance ainsi qu'à la montée en qualification de tous les salariés et pas uniquement les cœurs de métiers ; consciente des financements insuffisants de l'Etat, elle attend une augmentation de la contribution conventionnelle des employeurs. Elle rappelle que les 3 secteurs constituent désormais une branche unique et que le futur accord ne doit pas prévoir de segmentation des secteurs.

Les organisations syndicales demandent à avoir un recensement des dernières données OPCO et bilan de la bonne utilisation des fonds. Une demande par courrier comme déjà fait va être envoyé.

► NÉGOCIATION SALARIALE DE BRANCHE : PROPOSITION DES OS

Chaque OS ont posé leurs revendications.

Proposition commune CFDT et UNSA sur un avenant 36 qui reprend les bases de l'avenant 33,

Proposition FO point à 8 (augmentation 10,9 %) qui a un impact sur les sujétions,

Proposition CGT : point 7,76 alignement des sujétions sur tous les secteurs de la branche.

► RETOUR SUR LES SIGNATURES DE L'ACCORD SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES

Cet accord a été signés par 3 organisations syndicales sur 4.

Une remise à jour du tableau des accords signés a été adressé aux organisations syndicales.

► RETOUR SUR L'ACCOMPAGNEMENT DE L'OPCO DU TITRE D'AGENT THERMAL

Le thermalisme aborde le sujet du financement de la plateforme « *certifi@* » sur laquelle doivent s'inscrire les salariés du thermalisme pour obtenir cette certification et qui a un coût de 40 € : la CPNE a interrogé l'OPCO Santé sur la possibilité qu'elle finance chaque inscription sur cette plateforme. Celle-ci a répondu qu'il était possible de l'intégrer dans le cadre des frais de gestions de l'OPCO après un cadrage clair.

► ÉLABORATION DU PROCHAIN ORDRE DU JOUR DE LA CPPNI DU MOIS DE MAI

➡ CR réunion 25 Mars 2025,

➡ Formation professionnelle faisant suite au dernier GTP,

➡ Choix actuaire au niveau de la branche,

➡ Dialogue social : positions des OS,

➡ Négociations salariales de la branche : propositions des OP,

➡ Situation au sujet de la certification des Assistants de soins en gériologie.

► ODJ DU 11 AVRIL

➡ Choix actuaire

➡ Formation professionnelle

➡ Bilan OPCO si possible

► DÉMISSION PRÉSIDENT FONGESMES AU SYNERPA

La CFDT demande de le rajouter à l'ordre du jour d'autant qu'un courrier a été envoyé par la vice-présidente pour demander les suites sur le remplacement du démissionnaire. Le Fongesmes fonctionne mais la situation met en difficulté d'un point de vue juridique.

Il ne sera pas traité par refus de certains OS / OP à la demande mais est assuré qu'un appel à candidature est fait.

Union Fédérale de la Santé Privée

Case 538 • 263, rue de Paris • 93515 Montreuil CEDEX • Tél. : 01 55 82 87 71
e-mail : ufsp@sante.cgt.fr • Site internet : www.sante.cgt.fr